



Livret d'initiatives politiques

A5.3



Co-funded by
the European Union

Résumé du projet

Face aux défis environnementaux tels que le réchauffement climatique, la pollution, l'étalement urbain, la déforestation et la perte de biodiversité, qui menacent de plus en plus la vie des êtres vivants sur notre planète, il est devenu urgent de sensibiliser la population aux enjeux environnementaux.

Dans ce contexte, l'éducation des adultes joue un rôle essentiel pour préparer les citoyens à l'avenir et les encourager à assumer individuellement la responsabilité de protéger l'ensemble des communautés dans lesquelles ils vivent, face aux défis mondiaux.

L'éducation et la sensibilisation environnementales des adultes peuvent favoriser une prise de décision éclairée, jouer un rôle essentiel dans le renforcement des capacités d'adaptation des communautés et permettre aux femmes et aux hommes d'adopter des modes de vie durables.

L'éducation environnementale forme des **citoyens responsables** et est essentielle à la progression vers un développement durable. Face à l'impact croissant de l'activité humaine sur notre environnement, davantage d'efforts communautaires sont nécessaires.

Cependant, l'idée selon laquelle la santé humaine ne peut être préservée sans protéger la biodiversité de notre planète est encore loin d'être prise au sérieux, et la protection de la nature est trop souvent considérée comme un objectif secondaire par rapport au développement socio-économique.

Le projet Erasmus+ « **GEA – Growing into Eco-conscious Adults** » vise à encourager les citoyens à opérer de réels changements de comportement et d'actions, dès leur quotidien.

À cet effet, le partenariat GEA a conçu et mis en œuvre un ensemble de ressources pédagogiques innovantes et de haute qualité, destinées aux formateurs et aux apprenants adultes (notamment issus de milieux socio-économiques et éducatifs défavorisés). L'objectif est de sensibiliser les adultes non scolarisés à l'environnement, tout en leur faisant comprendre l'importance de l'inclusion sociale et numérique dans le domaine de la formation continue.

Le projet GEA vise à aider les citoyens à comprendre l'impact des défis environnementaux et à accroître la « connaissance environnementale » des adultes, en renforçant les capacités des communautés locales par une éducation environnementale active. GEA promeut l'éducation au changement, le développement d'une citoyenneté active et critique et la défense du développement durable, en poursuivant les objectifs spécifiques suivants :

- **Accroître les opportunités pour les adultes de s'engager auprès de leurs communautés dans des actions environnementales et climatiques tout en améliorant leur capacité à penser de manière critique.**
- **Développer un programme d'apprentissage en ligne ouvert pour les formateurs d'adultes, leur permettant de soutenir l'engagement communautaire en faveur de l'environnement.**
- **Développer un ensemble de ressources pour accroître la conscience écologique chez les adultes.**
- **Encourager un processus décisionnel partagé et la co-conception d'initiatives de politique environnementale en appliquant une approche multipartite.**
- **Garantir un accès large et durable aux résultats du projet parmi les apprenants adultes, les formateurs, les OSC et les décideurs politiques.**

Table des matières

Contenu

Résumé du projet	3
Table des matières	4
Avant-propos	5
Segments de politique sélectionnés dans 6 pays, divisés par macro-domaine	6
Économie d'eau	6
Économie d'énergie	8
Shopping et alimentation intelligents	10
Gestion des déchets, recyclage et upcycling	11
Transports actifs et mobilité	15
Réduire notre empreinte carbone (numérique)	16
Leçons apprises	19
Résultats des consultations avec les décideurs politiques	19
Soutien et visibilité publique	20
Problèmes émergents et résistance	21
Impact et besoins	22
Résultats des consultations avec les comités environnementaux locaux	23
Sensibilisation aux politiques	23
Problèmes émergents et résistance	24
Implication de la communauté locale dans le processus décisionnel	25
Recommandations pour des initiatives politiques co-conçues	27

Avant-propos

Les partenaires de GEA ont conçu ce livret afin d'aider les citoyens adultes à mieux comprendre comment s'engager comme citoyens actifs et participer à la prise de décision. Ce livret encouragera un processus décisionnel partagé et la co-conception de politiques environnementales aux niveaux municipal, national et européen. Pour ce faire, les partenaires de GEA ont mené une analyse des mesures politiques afin d'identifier les mesures connexes mises en œuvre dans les pays participant au projet.

La recherche et l'analyse de ces politiques permettront aux futurs utilisateurs du livret de comprendre :

- **Quelles politiques existantes visent à protéger l'environnement dans les pays partenaires ?**
- **Quels sont leurs principaux objectifs ?**
- **Comment sont-ils développés ?**
- **Quel est leur public cible ?**
- **Quels sont leurs impacts positifs ?**

Ces politiques sont catégorisées selon 6 macro-domaines et concerneront les secteurs suivants :

- **Économies d'eau**
- **Économies d'énergie**
- **Shopping et alimentation intelligents**
- **Gestion des déchets, recyclage et valorisation**
- **Transports actifs et mobilité**
- **Réduire notre empreinte carbone (numérique)**

Grâce à la compréhension de ces politiques, les utilisateurs du livret pourront développer leurs propres idées et propositions pour être plus actifs à l'avenir. Parallèlement, l'implication de diverses parties prenantes permet de comprendre les actions des acteurs directement impliqués dans la formulation et la mise en œuvre de ces politiques. La participation de 15 parties prenantes est un élément important de l'élaboration du livret, car elle présente le point de vue et les opinions des responsables des résultats de chaque politique.

De plus, le livret est une initiative de co-conception. L'implication des citoyens et la création de tables rondes pour analyser les politiques constituent une innovation et permettent aux citoyens de s'impliquer significativement dans les résultats. Dans chaque pays, deux tables rondes ont été organisées, impliquant cinq représentants des communautés locales (dix en Macédoine du Nord), dont des adultes issus de zones défavorisées, des parents, des personnes âgées, des formateurs d'adultes et des organisations de la société civile (OSC) dispensant une éducation environnementale. Ces tables rondes ont permis d'examiner les mesures politiques identifiées par les organisations partenaires, apportant une contribution ascendante à ces politiques et affinant ainsi l'analyse des décideurs politiques, du point de vue des citoyens. La collaboration entre les parties prenantes et les responsables politiques confère à ce livret une valeur unique et renforce son impact pédagogique. Les résultats de recherche

et les recommandations qu'il contient renforceront la lutte contre la pollution environnementale et inciteront les citoyens à s'engager pour la protection de l'environnement.

Segments de politique sélectionnés dans 6 pays, divisés par macro-domaine

Le chapitre suivant présente les différents segments de politiques identifiés dans les pays partenaires lors des recherches menées dans le cadre du projet GEA. Ces politiques ont été choisies selon des critères précis tels que leur innovation, leur impact, leur reproductibilité et leur capacité à impliquer les citoyens et les OSC dans leur consultation et leur mise en œuvre. Ce chapitre permettra à l'utilisateur de la brochure de comprendre comment les politiques et les actions visant à protéger l'environnement peuvent être élaborées et quels sont leurs principaux objectifs. Il présentera également les groupes cibles des politiques et leur impact sur les communautés locales. Les politiques sélectionnées sont réparties selon les macro-domaines définis par le projet pour une meilleure lisibilité. La liste complète des politiques identifiées est disponible sur le site web de GEA.

Économie d'eau

Décrets généraux limitant les prélèvements d'eau des eaux de surface en période d'étiage	
En réponse à la sécheresse et à la baisse des débits, l'Autorité inférieure des eaux publie un décret général à durée limitée (Allgemeinverfügung) qui restreint ou interdit le captage d'eau des rivières, ruisseaux et lacs. En 2025, le décret s'est appliqué de début juillet à fin septembre (immédiatement applicable). Les principaux éléments comprenaient : l'interdiction des captages à usage commun pour l'arrosage/l'irrigation ; une exception pour le ramassage manuel avec des récipients portatifs ; des volumes réduits (par exemple, -50 %) et des créneaux horaires spécifiques (par exemple, 18 h 00-8 h 00) pour les captages autorisés pour la production alimentaire ; la suspension des autres captages autorisés pendant la durée de l'arrêté ; des amendes pour les infractions à la législation sur l'eau. Un décret similaire a été publié en 2023 et modifié fin août 2023. Les bases juridiques comprennent la loi allemande sur les ressources en eau (WHG) et la loi sur l'eau du Bade-Wurtemberg (WG).	
Objectifs et groupes cibles	
Cette politique cible le grand public ainsi que les secteurs de l'agriculture et de l'horticulture afin de prévenir le gaspillage d'eau. Parallèlement, elle préserve les écosystèmes aquatiques des eaux courantes et stagnantes (poissons et invertébrés), qui bénéficient de débits résiduels protégés et d'un stress thermique et oxygéné réduit en période d'étiage. Pour ce faire, les principaux objectifs de la politique sont de	

préserver les fonctions écologiques des eaux de surface en période d'étiage (débit résiduel, bilan d'oxygène, biodiversité). De plus, elle vise à s'adapter au changement climatique en mettant en œuvre une gestion temporaire des usages concurrents en période de sécheresse. La politique accélère également la gestion des risques à l'échelle du district grâce à un instrument juridique immédiatement applicable (décret général).

Impact et réalisations

L'initiative a permis d'obtenir un soulagement à court terme pour les plans d'eau (moins de prélèvements → débits résiduels plus stables ; risque moindre de mortalité piscicole). Une plus grande sécurité de planification a été mise en avant pour l'agriculture grâce à des fenêtres claires et des facteurs de réduction. Parallèlement, les restrictions nécessaires aux utilisateurs privés et commerciaux ont été imposées tant que la sécheresse persiste. Cette approche est facilement transposable à d'autres districts/régions confrontés à des problèmes d'étiage saisonnier, en utilisant la même base juridique et des seuils/échéances similaires. Les facteurs clés de succès comprennent des seuils de jauge robustes, une coordination étroite avec l'agriculture, une communication publique claire (web, avis municipaux) et une sensibilisation aux pratiques et alternatives d'économie d'eau.

Skopje résiliente : se développer pour la durabilité, l'innovation et le changement climatique



Ce document présente le Plan d'action pour une ville verte (PAVV) de Skopje, en Macédoine du Nord. Ce plan prévoit une modernisation complète du système de collecte et de traitement des déchets de la ville pour la période 2023-2035. Outre la gestion des déchets, le PAVV identifie et traite des priorités environnementales clés, telles que l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments publics, le renforcement des transports urbains, la gestion des réseaux d'eau et d'assainissement, et la réduction de la pollution locale. L'objectif général est d'améliorer l'efficacité énergétique et l'utilisation des ressources tout en soutenant l'adaptation au changement climatique. Ce plan a été élaboré avec le soutien actif du maire et de l'administration municipale, dans le cadre de la participation de Skopje au programme « Villes vertes » de la BERD.

Objectifs et groupes cibles

Le GCAP identifie un large éventail de groupes cibles et de bénéficiaires finaux. S'appuyant sur l'approche intersectorielle du plan en matière de durabilité urbaine, la mise en œuvre des cibles du GCAP concerne les collectivités locales, les prestataires de services publics et les entreprises de services publics, ainsi que les habitants. Ses principaux objectifs sont d'améliorer la qualité de l'air, de réduire la pollution, d'optimiser l'efficacité énergétique et des ressources, et de renforcer la résilience au changement climatique. Le plan cible des secteurs clés tels que les transports urbains, la gestion des déchets, les services d'eau et d'assainissement, et la consommation d'énergie dans les bâtiments publics.

Impact et réalisations

Les principaux effets comprennent une réduction prévue de 30 à 50 % des niveaux de PM10 et PM2,5 grâce à des transports plus propres, des bâtiments économes en énergie et de meilleurs systèmes de gestion des déchets. L'investissement prévu de 25 millions d'euros dans les infrastructures de gestion des déchets réduira considérablement la dépendance aux décharges et les dépôts sauvages. Le GCAP améliore également la résilience aux inondations et l'adaptation au changement climatique pour plus de 500 000 habitants, en particulier les groupes vulnérables, tout en ouvrant des perspectives d'emplois et d'investissements verts. Le Plan d'action pour une ville verte de Skopje peut être étendu plus largement grâce à sa réplification régionale, son intégration dans les politiques nationales et la coopération intercommunale. Son approche structurée et ses résultats mesurables en font un modèle pour d'autres villes souhaitant élaborer des plans similaires. Les ministères nationaux peuvent également s'appuyer sur les enseignements du GCAP pour élaborer des stratégies urbaines vertes à l'échelle nationale.

Économie d'énergie

Achats groupés d'électricité verte et Municipalité pour l'avenir



La province de Flandre-Occidentale soutient les achats groupés d'électricité verte (active depuis 13 ans) et accompagne les collectivités locales dans leur démarche « Commune pour l'Avenir » (mobilité partagée, gaspillage alimentaire, verdissement). Les paysages régionaux sont également renforcés et des campagnes de communication sont menées autour des panneaux solaires.

Objectifs et groupes cibles

Les principaux objectifs de cette politique sont la production et la consommation d'énergie durables dans la région, ainsi que le renforcement de l'écologisation et de la gestion de l'eau. Elle vise également à soutenir les collectivités locales dans leur adaptation au changement climatique et à encourager les citoyens à modifier leurs comportements. Pour ce faire, elle cible principalement les collectivités locales, les agriculteurs et les familles afin de réduire leurs factures d'énergie. Les écoles sont également concernées par le plan afin de mettre en place des mesures d'adaptation au changement climatique.

Impact et réalisations

Cette politique a aidé 75 000 familles à adopter une électricité plus verte grâce aux achats groupés. Des aires de jeux végétalisées et des zones d'adaptation au changement climatique ont été créées pour promouvoir un mode de vie durable. De plus, des panneaux solaires supplémentaires ont été installés, en plus de la moyenne à long terme, grâce à une nouvelle campagne. Cette initiative, notamment les achats groupés et les campagnes, pourrait être adoptée par d'autres régions. Les évaluations de la politique suivent un cycle « planification-exécution-vérification-action », afin d'intégrer des améliorations.

Exploitation et inspection périodique approfondie de la sécurité du bassin de rétention des crues du Breitenauer See (HRB)



Le Breitenauer See est un bassin artificiel de rétention des crues (HRB) sur la Sulm et fait partie d'un système régional d'ouvrages de rétention. Sa construction a été initiée politiquement après une série de graves inondations dans la vallée de la Sulm (notamment en 1970). De ce fait, la décision a été prise de construire un barrage pour prévenir les inondations. Cette mesure n'est donc pas seulement préventive, mais constitue une réponse directe aux dégâts causés par les inondations répétées qui ont touché les communautés et les principaux employeurs de la région, où le déplacement du site aurait été envisagé. Un tel ouvrage nécessite une exploitation fréquente, c'est pourquoi des inspections de sécurité approfondies et périodiques sont régulièrement effectuées. L'exploitant effectue des inspections de sécurité approfondies périodiques, comme l'exigent les barrages et les ouvrages de rétention des crues ; à cette fin, le réservoir est entièrement vidé, les structures du barrage et leurs dépendances sont inspectées et les réparations nécessaires sont réalisées (les plus récentes ayant eu lieu en 2020/21), y compris des fermetures temporaires de la zone du lac pour travaux et pour la sécurité publique.

Objectifs et groupes cibles

Cette décision a directement affecté de nombreux groupes cibles, tels que les résidents et les entreprises, qui n'étaient plus menacés par les inondations. Elle vise également les entreprises énergétiques susceptibles de fournir de l'énergie renouvelable à la région, ce qui entraînera une réduction des émissions de CO₂ produites par les unités de combustion. Les principaux objectifs de ce projet sont la réduction des risques d'inondation par l'atténuation des débits de pointe, ainsi que la protection des infrastructures, des biens et des emplois dans la vallée (résilience du site et de l'industrie). Parallèlement, il garantit la sécurité des barrages conformément à la législation grâce à des inspections et des opérations de maintenance périodiques approfondies.

Impact et réalisations

L'exploitation et l'inspection continues du barrage ont permis d'améliorer durablement la protection contre les inondations dans le bassin versant de la Sulm et de réduire les dommages causés par les fortes pluies. De plus, elles ont généré des retombées économiques grâce à la réduction des interruptions de production liées aux inondations et à une meilleure sécurité des lieux pour les employeurs. Les inspections et les travaux de rénovation comprennent également des mesures d'accompagnement écologique (par exemple, la relocalisation des poissons), si nécessaire. Ce régime combiné d'exploitation, d'inspection et de rénovation est transposable à d'autres bassins versants dotés de barrages/BHR comparables, sous réserve de la mise en place d'une gouvernance (par exemple, une association de gestion de l'eau), d'un financement, d'une planification écologique et d'une communication publique.

Stratégie de neutralité climatique de la municipalité du district de Tauragė jusqu'en 2030



Cette stratégie à long terme définit la voie que la municipalité du district de Tauragė doit pour atteindre la neutralité climatique d'ici 2030. Elle comprend un plan d'action et une feuille de route d'investissement suivre dans des secteurs clés (transports, énergie, déchets, agriculture et aménagement du territoire). Elle inclut à la fois des mesures techniques (par exemple, le développement des énergies renouvelables) et des innovations sociales. Un modèle de gouvernance participative a été mis en place pour représenter les parties et garantir une mise en œuvre transparente.

Objectifs et groupes cibles

La stratégie cible un large éventail d'acteurs de la municipalité : résidents, autorités municipales, entreprises (notamment celles des secteurs de l'énergie, des transports et de l'agriculture), institutions et organisations non gouvernementales. Une attention particulière est portée à la mobilisation des jeunes, des groupes socialement vulnérables et des résidents souhaitant contribuer à l'action climatique. La politique vise également à inclure des représentants des ministères nationaux et des prestataires de services publics, garantissant ainsi une collaboration à plusieurs niveaux.

L'objectif principal de la stratégie est d'atteindre la neutralité climatique dans le district de Tauragė d'ici 2030. Elle s'attaque aux principaux défis environnementaux, tels que les fortes émissions de GES liées aux transports, à la consommation d'énergie et à la gestion des déchets. Elle s'attaque également aux problèmes structurels tels que les ressources financières limitées, les lacunes technologiques et le manque d'expertise en matière de planification climatique, en introduisant des innovations en matière de gouvernance, en améliorant les capacités institutionnelles et en renforçant la connaissance du climat au niveau local.

Impact et réalisations

Bien qu'en phase de mise en œuvre initiale, la stratégie devrait entraîner une réduction substantielle des émissions de GES, jusqu'à 85 % d'ici 2030. Elle est largement transposable à d'autres municipalités lituaniennes et régions de l'UE visant la neutralité climatique. Son intégration à des cadres stratégiques plus larges, notamment le Plan national d'action pour l'énergie et le climat et le Pacte vert pour l'Europe, permet une harmonisation avec les mécanismes de financement et de réglementation. Sa conception participative et modulaire, alliant innovation technologique et engagement social, permet sa réplique en milieu urbain et mixte rural-urbain.

Shopping et alimentation intelligents

Premier en Attique pour le recyclage



La municipalité de Metamorfosis a lancé une politique innovante et globale de recyclage, « Première en Attique pour le recyclage », qui vise à promouvoir le recyclage collectif et individuel des citoyens. Cette politique favorise le recyclage du papier, du plastique et de l'aluminium. Elle encourage également le recyclage des huiles usagées

et le compostage, notamment sur les marchés en plein air de la municipalité, grâce à l'utilisation de bacs de tri sélectif.

Objectifs et groupes cibles

Cette initiative est soutenue par divers secteurs municipaux et organisations de la société civile œuvrant pour l'environnement et le recyclage. Elle cible en premier lieu les habitants de la municipalité, puis les producteurs alimentaires qui vendent leurs produits sur les marchés de la flotte. Cette politique vise à lutter contre l'augmentation du volume de déchets finissant dans les décharges, la pollution de l'air, de l'eau et des sols, ainsi que le gaspillage alimentaire. Les objectifs sont de réduire les déchets, notamment ceux des huiles usagées et des aliments, d'améliorer le recyclage des déchets et le compostage des déchets biodégradables. Elle vise également à sensibiliser les citoyens aux avantages du recyclage.

Impact et réalisations

Cette politique devrait réduire la production de déchets dans la région, améliorer les taux de recyclage d'environ 70 %, accroître les taux de compostage, notamment sur les marchés de plein air, et réduire le gaspillage alimentaire. Elle améliorera également le niveau de vie de la municipalité. Des politiques similaires peuvent être mises en œuvre dans de nombreuses municipalités urbaines qui souhaitent réduire leurs déchets et améliorer leur gestion. Cette politique peut être adaptée aux besoins de chaque municipalité. Cependant, de telles politiques nécessitent une approche descendante de la part du gouvernement central.

Gestion des déchets, recyclage et upcycling

Gestion des déchets et économie circulaire à Oostkamp



La commune d'Oostkamp mène une politique ambitieuse en matière de déchets et de développement durable, axée sur la réduction des déchets, le contrôle des déchets sauvages, la mobilité partagée, la gestion de l'eau et la coopération entre l'agriculture et la nature. Les principales mesures sont : le remplacement des sacs à déchets résiduels par des conteneurs, la coopération intercommunale pour les parcs de recyclage, les bacs à mégots de cigarettes lors des événements, l'introduction de voitures et de vélos partagés, et les initiatives agroécologiques (telles que les haies, la culture en bandes et la lutte contre l'érosion). Cette politique vise à réduire les déchets résiduels à un maximum de 90 kg par habitant d'ici 2030, en luttant également contre les dépôts sauvages, les déchets sauvages et, en particulier, les mégots de cigarettes. Elle vise également à améliorer la gestion de l'eau et la gestion tampon sur les chantiers. Enfin, elle concilie les intérêts de l'agriculture et de la nature par la concertation et des mesures agroécologiques, ainsi que par la sensibilisation et la sensibilisation par l'éducation et la participation.

Objectifs et groupes cibles

La politique cible tous les résidents d'Oostkamp, en particulier les immeubles multifamiliaux, les organisateurs d'événements et les visiteurs des zones fumeurs ainsi

que les écoles, afin d'accroître l'éducation et le changement de comportement par la sensibilisation.

Impact et réalisations

Cette politique a permis de réduire la production de déchets résiduels, d'environ 131 kg par habitant, grâce à l'introduction de bacs à mégots. Concernant la gestion de l'eau et les relations agriculture-nature, les effets restent limités. De plus, on constate une diminution visible des mégots de cigarettes lors des événements après l'introduction des bacs à mégots. Elle a également permis d'impliquer les écoles et les enfants dans la sensibilisation aux déchets, et a favorisé l'utilisation croissante des voitures et des vélos partagés, notamment dans les logements collectifs. Le système de recyclage intercommunal est facilement transposable à d'autres communes. Le modèle des bacs à mégots et la coopération avec les organisateurs peuvent être appliqués à de nombreux événements. Les projets de gestion de l'eau peuvent s'inspirer d'exemples internationaux, comme ceux des Pays-Bas. Enfin, l'exercice de concertation entre agriculture et nature peut servir de modèle à d'autres communes confrontées à des tensions entre agriculture et écologie. Globalement, cette politique est hautement reproductible et a de bonnes chances de succès.

Skyros zéro déchet



S'inspirant de l'exemple de l'île de Tilos, la municipalité de Skyros prévoit de mettre en œuvre un plan Zéro Déchet afin de garantir que la plupart des déchets soient valorisés ou recyclés, et que les déchets non biodégradables et non recyclables soient réduits au minimum. Cette politique cible deux groupes principaux : les habitants de l'île et les touristes qui la visitent. Elle s'attaque à l'important problème de la gestion des déchets sur l'île, un problème auquel sont confrontées la plupart des îles grecques.

Objectifs et groupes cibles

Les objectifs sont de réduire les déchets, notamment ceux non biodégradables et non recyclables, d'améliorer le recyclage et la valorisation des déchets, ainsi que le compostage des déchets biodégradables. La municipalité contribuera ainsi à la protection du milieu naturel de l'île.

Impact et réalisations

Par conséquent, la production de déchets devrait diminuer et le taux de recyclage (85 à 90 % des déchets) s'améliorer dans les années à venir. De plus, le taux de compostage, notamment pour les restaurants et les entreprises touristiques présents sur l'île, sera amélioré. La municipalité souhaite alléger la charge sur les infrastructures de gestion des déchets de l'île pendant la saison touristique. Des politiques similaires pourraient être mises en œuvre dans d'autres zones, notamment sur les îles ou les petites destinations touristiques, qui ont besoin de solutions pour gérer leurs flux de déchets et protéger leur environnement naturel.

Implication des chômeurs dans les espaces verts communs



La municipalité de Termini Imerese a créé un réseau de coopération avec l'agence locale pour l'emploi, pour impliquer les chômeurs qui attendent actuellement de trouver un emploi dans des activités pour la communauté, notamment axées sur les activités vertes et sociales.

Objectifs et groupes cibles

Cette politique vise deux objectifs principaux : l'un direct, les chômeurs pouvant en bénéficier, et l'autre indirect, la ville. Elle vise à améliorer plusieurs quartiers de la ville qui, autrement, resteraient sans services et ne fourniraient pas de services auparavant, faute de personnel et de financement. Ce faisant, elle permet d'employer les personnes en recherche d'emploi, d'améliorer leurs compétences ou simplement de renforcer leur moral.

Impact et réalisations

Cette politique a démontré son efficacité dans la ville. Plusieurs espaces verts auparavant abandonnés ont été restaurés, les espaces publics sont devenus plus propres et de nouveaux services ont été créés, comme des services de garde d'enfants après l'école pour les parents qui travaillent. De plus, certaines des personnes impliquées dans ce processus ont ensuite retrouvé un emploi dans leur secteur d'activité ou ont redécouvert des passions personnelles. L'initiative de la municipalité pourrait être adoptée par d'autres municipalités en Europe. Davantage de personnes en recherche d'emploi pourraient s'impliquer dans cette action afin d'améliorer la couverture et les domaines d'intervention de la ville et de ses habitants. Cela pourrait créer davantage d'opportunités pour les personnes en recherche d'emploi de s'engager dans des actions vertueuses afin d'améliorer leur estime de soi, de développer leurs compétences professionnelles et d'ouvrir des perspectives d'emploi. De plus, ces initiatives pourraient réduire la consommation énergétique de la municipalité, car la restauration des lieux abandonnés permet d'installer de nouvelles installations d'éclairage, telles que des éclairages à faible consommation d'énergie (par exemple, les LED), des éclairages solaires et/ou des capteurs automatiques réduisant la consommation d'énergie.

Politiques de tri des déchets



La municipalité de Sambuca a mis en place un ensemble d'actions visant à encourager le tri sélectif des déchets auprès des citoyens. Ces actions consistaient principalement en des campagnes d'information et des récompenses, proportionnelles à leur engagement. Grâce à ces actions, les archives municipales incitent les habitants à mieux trier leurs déchets et à s'y investir davantage.

Objectifs et groupes cibles

La municipalité de Sambuca a mis en place un ensemble d'actions visant à encourager le tri sélectif des déchets auprès des citoyens. Ces actions consistaient principalement en des campagnes d'information et des récompenses, proportionnellement à leur engagement. Grâce à ces actions, les archives municipales incitent les habitants à mieux trier leurs déchets et à s'y investir davantage.

Impact et réalisations

Cette approche spécifique a non seulement permis de réduire la pollution par les déchets, mais aussi de diminuer significativement l'empreinte énergétique et carbone de la municipalité, la participation des citoyens ayant permis de réduire l'utilisation des machines nécessaires au nettoyage et à la collecte des déchets. D'autres villes, petites villes ou quartiers d'une grande ville, pourraient adopter des stratégies similaires. La municipalité de Sambuca vise actuellement à multiplier son impact pour atteindre 90 % de déchets triés.

Plan d'action pour des villes vertes – SW-4 : Modernisation des infrastructures de gestion des déchets



Ce document présente le Plan d'action pour une ville verte (PAVV) de Skopje, en Macédoine du Nord. Ce plan prévoit une modernisation complète du système de collecte et de traitement des déchets de la ville pour la période 2023-2035. Outre la gestion des déchets, le PAVV identifie et traite des priorités environnementales clés, telles que l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments publics, le renforcement des transports urbains, la gestion des réseaux d'eau et d'assainissement, et la réduction de la pollution locale. L'objectif général est d'améliorer l'efficacité énergétique et l'utilisation des ressources tout en soutenant l'adaptation au changement climatique. Ce plan a été élaboré avec le soutien actif du maire et de l'administration municipale, dans le cadre de la participation de Skopje au programme « Villes vertes » de la BERD.

Objectifs et groupes cibles

Le Plan d'action mondial pour Skopje identifie un large éventail de groupes cibles et de bénéficiaires finaux. La politique cible : les autorités et l'administration municipales de Skopje responsables de la prise de décision, de la mise en œuvre, du suivi et de la coordination des politiques, ainsi que les partenaires internationaux, les donateurs et les résidents locaux, soit plus de 500 000 personnes, les groupes vulnérables, les générations futures et autres personnes qui bénéficieront d'un air, d'une eau et d'un sol purs, de services publics plus sûrs et d'infrastructures urbaines améliorées.

Ses principaux objectifs sont d'améliorer la qualité de l'air, de réduire la pollution, d'optimiser l'efficacité énergétique et des ressources, et de renforcer la résilience au changement climatique. Le plan cible des secteurs clés tels que les transports urbains, la gestion des déchets, l'eau et les déchets. La politique propose des modernisations d'infrastructures, des investissements verts et des réformes politiques couvrant la période 2023-2035. Elle est également conforme aux normes environnementales de l'UE et soutient l'engagement de Skopje envers le programme « Villes vertes » de la BERD, offrant une feuille de route pour un développement urbain plus propre, plus sûr et plus résilient au changement climatique.

Impact et réalisations

Les principaux effets comprennent une réduction prévue de 30 à 50 % des niveaux de PM₁₀ et de PM_{2,5} grâce à des transports plus propres, des bâtiments économes en énergie et des systèmes de gestion des déchets améliorés. L'investissement prévu de

25 millions d'euros dans les infrastructures de gestion des déchets (tri, recyclage, valorisation énergétique) réduira considérablement la dépendance aux décharges et les dépôts sauvages. Le GCAP améliore également la résilience aux inondations et l'adaptation au changement climatique pour plus de 500 000 habitants, en particulier les groupes vulnérables, tout en ouvrant des perspectives d'emplois et d'investissements verts. Ces résultats permettent à Skopje de se conformer aux normes européennes, de réduire les risques sanitaires liés à la pollution et de renforcer la durabilité urbaine à long terme.

Transports actifs et mobilité

Plan de transport urbain durable de Skopje



Le Plan pour un système de transport durable (PMUD) a été adopté par le conseil municipal de Skopje en 2011. Son objectif principal était de proposer une stratégie à long terme pour une mobilité urbaine durable, répondant aux défis croissants rencontrés par les habitants et les parties prenantes, ainsi qu'au besoin d'améliorer les services de transport locaux. Le PMUD visait à réduire la congestion routière en encourageant le passage aux transports en commun et aux modes de déplacement non motorisés comme le vélo et la marche, notamment en sensibilisant le public aux avantages des transports collectifs. Il visait également à améliorer la gestion globale du trafic dans la ville et à garantir une meilleure connectivité et un meilleur accès aux modes de transport alternatifs. Son adoption a marqué une avancée significative en favorisant une large participation des parties prenantes et en jetant les bases d'une politique des transports plus inclusive et stratégique.

Objectifs et groupes cibles

Les principaux bénéficiaires et groupes cibles du PMUD de Skopje étaient les habitants et les quartiers périphériques, ainsi que tous les usagers urbains, tels que les voyageurs quotidiens, les cyclistes, les automobilistes, les opérateurs et les travailleurs des transports publics, les entreprises locales et les groupes vulnérables comme les enfants, les personnes à besoins spécifiques, entre autres. L'objectif principal du PMUD était d'influencer les habitudes de déplacement des habitants en réduisant leur dépendance à la voiture et en leur offrant un modèle de mobilité urbaine plus propre, plus sûr, plus efficace et plus accessible. Le plan mettait l'accent sur des mesures spécifiques visant à remédier au niveau insatisfaisant des services de transports publics de Skopje et à améliorer les infrastructures de transport, notamment piétonnes et cyclables.

En outre, le plan visait à encourager l'accès aux transports durables vers les sites historiques et culturels de la ville, ainsi qu'à lutter contre les embouteillages, la pollution atmosphérique et divers problèmes liés aux infrastructures, tels que le nombre limité de places de stationnement et le stationnement incontrôlé.

Impact et réalisations

Ce plan, le premier du pays à promouvoir des transports urbains durables, a été élaboré avec une forte implication des parties prenantes, marquant ainsi le début

d'une planification et d'une prise de décision participatives en matière de mobilité locale. Le processus a mobilisé des employés des services concernés de l'administration locale, tels que le ministère des Transports, ainsi que des associations professionnelles et des ONG, qui ont été appelées à participer activement à l'élaboration de la version finale du plan. Le SUMP a démontré un fort potentiel pour une application plus large dans d'autres villes et pays confrontés à des défis similaires en matière de mobilité urbaine. Son principal atout réside dans son cadre pratique et adaptable, axé sur l'amélioration des transports publics, la promotion de la marche et du vélo, la réglementation du stationnement, la réduction de la pollution atmosphérique et la participation des citoyens et des parties prenantes aux processus décisionnels. D'une politique locale, le SUMP est devenu une référence nationale et régionale pour la planification de la mobilité durable.

Réduire notre empreinte carbone (numérique)

Skopje résiliente : se développer pour la durabilité, l'innovation et le changement climatique



Le Cadastre Vert est un registre (cadre) basé sur un SIG qui répertorie tous les arbres, arbustes et corridors verts publics de Skopje. Ce cadre comprend l'identification des espèces, leur hauteur, leur état de santé, leurs coordonnées géographiques et la couverture de la canopée. Initialement mis en œuvre par phases, il soutient la planification des corridors verts, la surveillance environnementale, la résilience climatique et la gestion de la nature urbaine. Le cadastre soutient également l'objectif du Plan d'action pour une ville verte (PACV) visant à atténuer les îlots de chaleur urbains, à réduire la pollution atmosphérique, à préserver la biodiversité et à appuyer les décisions d'urbanisme.

Objectifs et groupes cibles

Le Cadastre Vert s'adresse à l'administration municipale, aux urbanistes, aux entreprises publiques et aux professionnels de l'environnement en dressant un inventaire des espaces verts urbains pour une meilleure planification et une meilleure gestion. Les bénéficiaires finaux sont les citoyens de Skopje, qui bénéficient d'un air plus pur, de davantage d'espaces verts et d'une réduction de la chaleur urbaine, ainsi que les communautés locales et les générations futures, qui bénéficient d'une meilleure durabilité urbaine et d'une meilleure résilience climatique. L'objectif principal du Cadastre Vert est de cartographier, surveiller et gérer systématiquement l'ensemble des espaces verts urbains de Skopje afin de soutenir une planification urbaine durable, d'améliorer la qualité de l'environnement et de renforcer la résilience climatique. Il s'attaque à des problèmes clés tels que la perte incontrôlée d'espaces verts, le manque de données pour une planification éclairée, les îlots de chaleur urbains, la mauvaise qualité de l'air et la nécessité de protéger la biodiversité de la ville.

Impact et réalisations

Le Cadastre Vert a eu plusieurs effets et impacts importants. Il a permis à la ville de Skopje d'enregistrer et de surveiller des dizaines de milliers d'arbres et d'espaces verts, améliorant ainsi la transparence et la planification urbaine basée sur les données. Cela favorise la préservation et l'expansion des espaces verts, contribuant ainsi à réduire la

pollution atmosphérique et à atténuer la chaleur urbaine. Le cadastre renforce les efforts d'adaptation au changement climatique, oriente le développement d'infrastructures durables et renforce la responsabilité publique en matière de protection de la verdure urbaine. Il permet également aux services municipaux de mieux entretenir les actifs verts et de planifier plus efficacement les interventions futures.

La politique du Cadastre Vert présente un fort potentiel d'application à plus grande échelle. À l'échelle nationale, il peut servir de modèle à d'autres villes pour renforcer la gestion des espaces verts dans le cadre de la loi nationale sur la verdure urbaine. À l'échelle régionale, le système est conforme aux normes européennes de verdure urbaine et pourrait être adopté par d'autres villes des Balkans occidentaux dans le cadre de programmes tels que l'Agenda Vert pour les Balkans occidentaux ou la Convention des Maires. Sa structure SIG, peu coûteuse et évolutive, rend sa réplique à la fois réalisable et efficace. Le Cadastre Vert de Skopje est une initiative qui contribue indirectement, par l'investissement dans des espaces plus verts, à réduire l'empreinte carbone globale, en particulier l'empreinte carbone urbaine et environnementale.

Plan d'amélioration de la qualité de l'air dans l'agglomération de Skopje



Le Plan d'amélioration de la qualité de l'air dans l'agglomération de Skopje est un plan stratégique et opérationnel financé par l'UE (IAP). Il a été élaboré et mis en place en 2017 par la ville de Skopje, le ministère de l'Environnement, l'Institut météorologique finlandais, l'Agence autrichienne de l'environnement et Technolab. Ce plan combine une série de mesures telles qu'une obligation légale, une analyse scientifique des sources, une surveillance en temps réel, la participation du public et des incitations financières. Son principal objectif est de produire des résultats concrets, notamment une stratégie de réduction de la pollution atmosphérique à Skopje et dans les communes environnantes, incluant une évaluation de la qualité de l'air basée sur la réglementation nationale et des données de surveillance provenant de sept stations réparties dans la région.

Objectifs et groupes cibles

Ce plan bénéficie à l'ensemble de la population de la région de Skopje, y compris aux groupes vulnérables tels que les enfants, les personnes âgées, les patients souffrant de maladies respiratoires et cardiovasculaires, entre autres. Il cible également divers acteurs tels que les entreprises de transport, les autorités, l'administration locale, les ménages et diverses industries de la région.

L'objectif principal du plan de qualité de l'air de Skopje est d'améliorer la qualité de l'air dans la région et de protéger la santé humaine et l'environnement, conformément à la législation nationale sur la qualité de l'air. Le plan s'attaque aux principales sources de pollution, notamment le chauffage des ménages, qui contribue fortement à la pollution aux particules fines, notamment par des mesures telles que le remplacement des appareils de chauffage obsolètes, la limitation de la combustion du bois et la promotion des pratiques d'économie d'énergie.

Impact et réalisations

Grâce à cette politique et aux mesures envisagées, des stations de mesure de la qualité de l'air ont été installées et intégrées aux systèmes de données ; des subventions pour le chauffage écologique, le ramonage des cheminées et les transports écologiques ont été lancées ; et un rapport annuel a été établi auprès du conseil municipal et du ministère de l'Environnement. Le plan de Skopje pour la qualité de l'air est applicable à d'autres agglomérations et a ainsi servi d'exemple à d'autres municipalités telles que Tetovo, Bitola et Ohrid.

Plan de verdissement de la ville de Tauragė



Le Plan de verdissement de la ville de Tauragė est un document stratégique visant à accroître les espaces verts de la ville. Il dresse un état des lieux des infrastructures vertes actuelles, identifie les zones problématiques et prioritaires d'intervention et propose des actions ciblées pour améliorer la qualité écologique, la résilience climatique et l'accès du public à la nature. Ce plan soutient la durabilité urbaine à long terme grâce à des solutions fondées sur la nature et vise à intégrer la verdure au développement urbain de manière systémique et inclusive.

Objectifs et groupes cibles

Les principaux bénéficiaires de cette politique sont les habitants de la ville de Tauragė, notamment les groupes vulnérables tels que les enfants, les personnes âgées et les personnes souffrant de problèmes de santé. Les urbanistes, les spécialistes de l'environnement et les prestataires de services publics locaux sont également des acteurs clés, aux côtés des générations futures qui bénéficieront d'un environnement urbain plus vivable et adapté au climat. L'objectif principal du plan est de renforcer la résilience urbaine au changement climatique en développant et en améliorant les infrastructures vertes. La politique s'attaque aux effets des îlots de chaleur urbains, à la qualité de l'air, à la perte de biodiversité et au manque d'accès aux espaces verts. Elle vise également à promouvoir la justice environnementale en garantissant la présence d'espaces verts dans les différents quartiers, en particulier ceux présentant une vulnérabilité sociale accrue.

Impact et réalisations

S'il est pleinement mis en œuvre, le plan devrait augmenter de 10 % la superficie totale d'espaces verts de la ville, réduire les effets négatifs des vagues de chaleur, améliorer la qualité de l'air et des sols et soutenir la biodiversité. Les impacts à long terme comprennent également une meilleure séquestration du carbone, une satisfaction accrue du public et une plus grande durabilité urbaine. Ainsi, l'empreinte carbone de la ville diminuera et la ville évoluera vers un avenir plus vert. La méthodologie et les principes pourraient être adaptés par d'autres municipalités confrontées à des défis similaires. L'intégration de ce plan à des stratégies régionales ou nationales plus larges d'adaptation au changement climatique est également envisageable. L'accent mis sur la planification participative et l'équité spatiale en fait un candidat idéal pour une réplique dans les villes engagées dans des solutions fondées sur la nature et une transformation urbaine durable.

Leçons apprises

Les politiques mentionnées peuvent bien sûr être classées de différentes manières. Nombre d'entre elles n'ont pas d'objectif unique, mais visent à couvrir plusieurs des macro-domaines mentionnés dans la brochure. Il est important de retenir des politiques étudiées que :

- Ces politiques impliquent diverses parties prenantes et les citoyens. L'engagement multipartite est essentiel pour atteindre leurs objectifs et développer la conscience environnementale nécessaire.
- L'innovation dans la mise en œuvre joue un rôle tant en termes de résultats que d'inclusion. Les politiques intégrant des innovations sociales peuvent obtenir de meilleurs résultats et renforcer la participation du public.
- Pour qu'une politique soit reproductible, elle doit avoir des objectifs clairs et des moyens de les mesurer. Des exemples tels que le « Plan de transport urbain durable de Skopje » illustrent comment une politique peut passer du niveau local au niveau national tout en atteignant des objectifs clés.
- Les politiques environnementales doivent également avoir des objectifs sociaux. Outre l'engagement citoyen, elles doivent également offrir un caractère éducatif aux bénéficiaires et un bénéfice social pour être pleinement efficaces.

Résultats des consultations avec les décideurs politiques

Cette section analyse les discussions menées avec les différentes parties prenantes lors de l'élaboration de la brochure. Ces consultations portent sur les politiques analysées au chapitre précédent, sur la manière dont elles ont été mises en œuvre par les parties prenantes, ainsi que sur les réactions de la société à leur égard. Les parties prenantes participantes étaient des maires, des représentants municipaux, des responsables de la mise en œuvre des politiques, des chefs de service et des responsables de projets. Cette section vise à permettre aux utilisateurs de la brochure de comprendre :

- les moyens par lesquels le soutien et la visibilité publique ont été obtenus
- les problèmes émergents et les résistances qui ont pu survenir
- l'impact des politiques et les besoins supplémentaires

Soutien et visibilité publique

La consultation des parties prenantes a fourni des informations intéressantes sur les moyens mis en œuvre pour accroître la visibilité et le soutien du public à leurs politiques. Après tout, les politiques environnementales ne peuvent être mises en œuvre sans la participation active du public. De nombreuses personnes interrogées ont mentionné le recours à des campagnes d'information et la distribution de supports imprimés recyclables. Des dépliants informatifs peuvent informer les bénéficiaires et toucher le public, soit par livraison à domicile, soit par distribution de prospectus dans des espaces publics tels que les marchés aux puces et/ou les rues commerçantes. Un acteur a également mentionné qu'en matière de compostage ou de gestion des déchets, l'envoi d'un lot de poubelles avec le prospectus est un geste de bienveillance pour motiver les citoyens. Une campagne d'information en porte-à-porte a également donné des résultats positifs, même si elle nécessite le personnel nécessaire, ce que les municipalités ne disposent généralement pas lorsqu'elles opèrent dans une petite région.

Par ailleurs, les événements susceptibles de renforcer l'engagement du public figurent parmi les moyens les plus courants de gagner en visibilité. De nombreux acteurs ont mentionné qu'une participation régulière à des événements environnementaux ou l'organisation d'un événement à des dates clés comme la Journée mondiale de l'environnement peut accroître la visibilité des politiques et de leurs objectifs. Ces événements comprenaient à leur programme de courts segments théoriques propices aux discussions, suivis de discussions ouvertes visant à résoudre des problèmes, favorisant ainsi un fort engagement du public. De plus, les événements d'ouverture et de clôture organisés pour marquer le début et la fin de l'élaboration de la stratégie, ainsi que les événements organisés pendant la mise en œuvre pour présenter les progrès, peuvent accroître la visibilité, la reconnaissance et rallier davantage de soutiens. Parallèlement, les personnes interrogées ont souligné que les événements devraient avoir un caractère plus communautaire, et non pas le caractère classique d'isolement qui pousse souvent le public à rejeter le changement. Des activités communautaires, telles que la distribution de compost sur les marchés aux véhicules utilitaires pour montrer les avantages concrets du recyclage, ou des visites dans les écoles pour sensibiliser et impliquer les enfants au recyclage et au développement durable, modifient le discours et améliorent l'efficacité d'une politique tout en sensibilisant le public.

Les visites dans les écoles et l'intégration de protocoles éducatifs, éventuellement mis en place par des ONG, peuvent jouer un rôle important dans le soutien aux politiques environnementales. L'éducation des jeunes générations, visant à les familiariser dès leur plus jeune âge avec les pratiques durables, renforce leur soutien public. Les municipalités n'ont pas non plus la capacité de le faire elles-mêmes, car leur personnel est limité. C'est pourquoi l'implication des ONG qui opèrent dans le domaine de l'éducation et de l'environnement peut s'avérer utile pour accroître le soutien et la visibilité des politiques vertes.

Problèmes émergents et résistance

Les politiques de protection de l'environnement incitent souvent les citoyens à modifier leurs habitudes néfastes et/ou à en adopter de nouvelles au quotidien. Bien que ces changements visent à améliorer le niveau de vie des individus et à rendre leur vie plus durable, ils suscitent souvent des réactions qui freinent leur mise en œuvre. Lors des entretiens que nous avons menés avec les parties prenantes, nous leur avons demandé de décrire les réactions qu'elles avaient rencontrées et les moyens mis en œuvre pour les atténuer.

Parmi les principaux problèmes rencontrés par les décideurs politiques figurent le manque de capacités et les limites de leur application. Les municipalités, en particulier celles situées dans les petites zones rurales, manquent souvent de ressources techniques, financières et humaines pour appliquer leurs politiques écologiques. Ce problème est particulièrement flagrant dans les zones où l'incinération illégale de déchets, l'utilisation de décharges sauvages et la présence de fosses septiques inadéquates restent répandues. Malgré leurs efforts, comme ils l'ont mentionné lors des entretiens, ces difficultés sont difficiles à gérer et nécessitent un soutien accru de la part du gouvernement central, notamment sur le plan financier, qui impacte tous les autres aspects.

De plus, la résistance est fréquente lorsque les mesures proposées impactent les intérêts économiques et les habitudes quotidiennes. Les changements les plus courants auxquels les citoyens doivent s'adapter concernent le tri des déchets, le compostage ou les augmentations de tarifs pour la gestion des déchets. Ces changements nécessitent du temps et de la sensibilisation pour que le public puisse les intégrer dans son quotidien ; par conséquent, la résistance se manifeste souvent, mais pas directement. Comme l'a mentionné un acteur, la résistance se manifeste parfois indirectement par un faible respect des mesures plutôt que par une opposition ouverte. Par exemple, lorsque le compostage a été introduit à plusieurs reprises au lieu du compostage des matières, d'autres déchets ont été retrouvés dans d'autres poubelles.

Les résistances mentionnées ci-dessus sont généralement liées au manque de communication entre les autorités et les citoyens. Bien que nous ayons constaté que les acteurs tentent d'accroître la visibilité et le soutien du public à leurs actions, cela ne suffit pas ou n'a pas l'impact escompté. Dans ce cas, les habitants peuvent juger les mesures inutiles ou les concevoir de manière à ne pas produire les résultats escomptés. De plus, les personnes interrogées soulignent un manque de confiance envers ces politiques en raison d'échecs antérieurs ou de modes de mise en œuvre opaques. La transparence et les initiatives favorisant le dialogue (comme l'illustre l'exemple de Tauragė) contribuent à clarifier ces questions et à renforcer la confiance entre les citoyens et les autorités locales.

Il est également crucial de tenir compte du contexte culturel des habitants. Les participants aux entretiens ont souligné l'importance de comprendre le contexte culturel des résidents concernés, car nombre de leurs habitudes, comme la mauvaise gestion des déchets, peuvent être profondément ancrées dans leur culture. Pour remédier à ces problèmes, la majorité des parties prenantes s'accordent sur la nécessité de programmes éducatifs visant à fournir des orientations et à dissiper les préjugés et les stéréotypes.

Impact et besoins

Selon les parties prenantes, l'impact revêt de multiples facettes et se manifeste dans différents domaines de la vie quotidienne. Les politiques de protection de l'environnement peuvent influencer la résilience d'un territoire en améliorant les infrastructures. Des investissements dans les espaces verts, les friches et le réseau routier peuvent, par exemple, améliorer la situation et clarifier les responsabilités des parties prenantes concernées. De plus, les politiques visant à réduire les risques environnementaux, notamment les plans de fermeture et de revitalisation des décharges illégales, ainsi que les évaluations environnementales, notamment pour les installations de compostage de Skopje ou de Metamorfozsis, ont permis de relever les défis urgents en matière de déchets et de pollution.

Un autre aspect important des politiques a été leur impact sur l'engagement citoyen. Bien que l'engagement citoyen ne soit pas chose aisée et, comme mentionné précédemment, se heurte souvent à des résistances, il demeure l'un des objectifs politiques les plus importants. Dans plusieurs cas, comme l'ont rapporté les personnes interrogées, cet engagement a été obtenu grâce à des mesures incitatives telles que des bons pour les jeunes, des éco-points et des réductions d'impôts. Ces mesures ont incité les citoyens à trier et à apporter leurs déchets et à soutenir plus activement les politiques environnementales. Par ailleurs, plusieurs acteurs ont signalé que des initiatives locales telles que la distribution de sacs de recyclage, l'installation de distributeurs automatiques inversés et les programmes d'éducation scolaire encourageaient les habitudes de recyclage au quotidien, ce qui a eu un impact positif sur le plan environnemental. Dans certains cas, comme l'ont signalé les décideurs politiques, la participation active des citoyens à la planification et à la mise en œuvre urbaines, par la plantation d'arbres ou des actions de sensibilisation, a renforcé la conscience et la responsabilité environnementales.

Parallèlement, certaines politiques ont également eu un impact éducatif sur les citoyens, renforçant leur conscience environnementale et favorisant l'inclusion sociale autour de l'initiative. De plus, des politiques telles que celles mises en œuvre par les CUP, comme à Termini, ont permis à des concitoyens sans emploi de renforcer et de développer leurs compétences. Bien sûr, comme indiqué, l'implication des chômeurs était de courte durée et nécessitait peu de temps. Cependant, comme les CUP étaient compatibles avec

l'enseignement et la formation professionnels, leur fonctionnement a permis à certains d'entre eux de trouver un emploi.

Enfin, il est important de souligner que de nombreux acteurs s'accordent à dire que la planification stratégique et la coopération entre les différentes municipalités et parties prenantes peuvent améliorer l'impact sur la société locale. Les projets communs entre municipalités peuvent renforcer la coopération et accroître la reproductibilité d'une politique. Cela peut conduire à une gestion efficace des déchets et à une coordination des actions environnementales, comme à Skopje, qui collabore continuellement avec d'autres municipalités. De plus, une planification à long terme, comme le plan de neutralité climatique et de verdissement de Tauragė ou la politique zéro déchet de Skiros, peut fournir des outils et des infrastructures durables qui renforceront la durabilité d'un territoire.

Résultats des consultations avec les comités environnementaux locaux

Ce chapitre analysera les discussions menées avec les comités environnementaux locaux des pays partenaires lors de l'élaboration de la brochure. Ces consultations portent sur les politiques analysées dans ce chapitre et sur la perception qu'en ont les comités environnementaux locaux. Ces comités étaient composés d'organisations promouvant des actions environnementales et de citoyens actifs et non actifs, désireux de s'engager dans des actions et des discussions environnementales. Les discussions des comités environnementaux locaux se sont déroulées sous forme de tables rondes. Chaque table ronde était composée d'au moins cinq participants ; au total, 98 personnes ont pris part aux discussions. Ces discussions ont été fructueuses et ont porté sur :

- Connaissance de la politique et de ses conséquences potentielles ;
- Problèmes soulevés et résistances éventuelles de la communauté locale ;
- Implication de la communauté locale dans le processus décisionnel ;
- Reproductibilité de la politique et besoins futurs.

Les participants, par le dialogue, la présentation d'idées et la réflexion, ont analysé les politiques et identifié les besoins de développement des politiques environnementales. Les comités locaux sont avant tout essentiels pour renforcer la présence des citoyens dans le processus décisionnel.

Sensibilisation aux politiques

La connaissance d'une politique par les habitants est primordiale, notamment en matière d'environnement, car sans eux, aucun succès concret n'est possible. Lors des tables rondes, les participants des comités environnementaux locaux ont indiqué connaître certaines politiques. Par exemple, dans le cas de HRB, tous les participants en étaient conscients, ayant été touchés par des inondations par le passé, et se réjouissaient que

l'initiative protège les habitations et les infrastructures. Dans d'autres cas, ils n'avaient pas une vision claire dès le départ, mais la discussion leur a permis de comprendre qu'ils connaissaient la politique en question et d'y voir une bonne occasion d'en apprendre davantage sur elle et ses résultats. Leurs connaissances provenaient principalement des médias, qui, comme certains l'ont mentionné, ne fournissent souvent pas toutes les informations nécessaires et, par conséquent, ne permettent pas de saisir pleinement les défis ni l'impact de la politique.

Dans plusieurs cas, la sensibilisation se limitait à des actions visibles au niveau communautaire, sans connaissance approfondie de l'impact de la politique. Les résultats observés, tels que des quartiers plus propres, une meilleure gestion des déchets ou des espaces publics améliorés, étaient souvent faciles à mesurer. Les participants aux tables rondes ont presque tous convenu que des politiques telles que celles évoquées, qui visent un mode de vie durable et la protection de l'environnement, sont importantes pour l'avenir durable d'une ville. Cependant, ils ont souligné qu'un impact positif dépend d'une mise en œuvre adéquate, ce qui est impossible sans la participation des habitants à la consultation.

Au cours des discussions, les participants ont souligné que ces politiques sont séduisantes en théorie, mais qu'une meilleure stratégie de communication est nécessaire pour être efficaces. Ils ont également souligné l'importance de sensibiliser les parties prenantes et les citoyens, ainsi que de mettre en place des actions de suivi. La simple diffusion d'informations en ligne ne suffit pas ; les autorités doivent donc les expliquer directement aux habitants et concevoir des politiques qui les aident et non les pénalisent.

Problèmes émergents et résistance

Lors des tables rondes, les comités locaux de l'environnement discutent abondamment des problèmes potentiels liés aux politiques et des éventuelles résistances qui pourraient survenir lors de leur mise en œuvre. La préoccupation la plus fréquemment exprimée par les participants concernait les politiques financières. Nombre d'entre eux ont exprimé leur mécontentement face à la hausse des taxes environnementales que ces politiques peuvent engendrer et aux coûts qui affectent de manière disproportionnée les habitants des zones rurales. Ce sentiment est également lié à la confiance que les habitants accordent à leurs municipalités. Nombre d'entre eux ont exprimé le sentiment d'être souvent ignorés, citant des exemples de coupes d'arbres dans des zones dépourvues d'espaces verts, de réduction de l'utilisation des véhicules électriques, pourtant susceptible de réduire les émissions de CO₂, et/ou de pratiques de recyclage inadéquates, sans information ni éducation adéquates des habitants. Cela peut engendrer une apathie ou une résistance passive de la part des habitants, qui, dans certains cas, les poussent à refuser de suivre les mesures, persuadés que rien ne changera ou à s'y opposer fermement.

Des problèmes peuvent également survenir en raison d'une mauvaise gestion d'une politique, notamment lorsqu'une politique de petite envergure est mise en œuvre à grande échelle sans prendre les mesures nécessaires. Comme l'ont mentionné certains participants, cela peut engendrer des réactions négatives, tant au sein des collectivités locales, en raison du manque de personnel, que parmi les citoyens, qui constatent un investissement insuffisant et non rentable. Un exemple typique de ces réactions négatives est la résistance des citoyens aux politiques de transport écologique : lorsque celles-ci sont insuffisantes, fréquentes ou modernes, les automobilistes les rejettent. Cette résistance peut également provenir de l'ignorance des citoyens. Nombre d'entre eux ignorent comment éliminer leurs déchets, quelles poubelles utiliser pour chaque matériau et, surtout, comment fonctionne le recyclage. Ce manque de connaissances engendre un certain scepticisme et compromet les politiques mises en œuvre.

Parallèlement, la faible culture environnementale qui prévaut dans certaines régions fait contrepoids aux politiques de protection de l'environnement. Comme mentionné lors des tables rondes, en raison de ce manque de culture environnementale, de nombreux acteurs politiques renoncent à mettre en œuvre des politiques de protection, craignant de perdre des voix face aux réactions du public. Pour surmonter de telles réactions, selon les comités environnementaux locaux, il faut une stratégie qui vise la communication pour que les politiques suivies soient claires et l'éducation, par les autorités publiques en collaboration avec les OSC, pour atténuer le déficit de connaissances qui existe entre les citoyens.

Implication de la communauté locale dans le processus décisionnel

L'implication de la communauté locale dans le processus décisionnel est primordiale pour que les autorités puissent mener à bien leur politique. Pour ce faire, les participants ont convenu de la nécessité d'un contact plus étroit entre les municipalités et leurs citoyens. Plus précisément, il a été souligné que les autorités municipales devraient entretenir des contacts fréquents avec le public, que ce soit en organisant des événements sur les places et dans les espaces sociaux, ou en fréquentant les lieux publics tels que les marchés, et non seulement en période électorale. De plus, les réseaux existants, tels que les clubs culturels, les associations locales, les groupes de jeunes et les OSC, devraient jouer un rôle plus actif dans la consultation politique, la diffusion et le retour d'information, car ce sont eux qui sont en permanence proches des citoyens.

Par ailleurs, il est essentiel que les participants disposent de stratégies de communication structurées. L'information doit parvenir aux habitants de manière complète et compréhensible. Disposant d'une information complète et sans faille, les habitants seront plus actifs car ils seront informés de l'actualité de leur quartier. Des

investissements doivent également être réalisés dans le domaine de l'éducation et de la sensibilisation. L'introduction de thèmes environnementaux dans les écoles et les centres culturels, ainsi que des activités conjointes avec les organisations de la société civile axées sur les quartiers, créeront un sentiment d'engagement et d'autonomisation chez les adultes et les enfants. La transparence est primordiale dans tout le processus. Les autorités doivent gagner la confiance des habitants afin de les mobiliser. Des conseils pratiques et clairs, associés à des explications claires des politiques, peuvent dissiper la confusion et susciter l'intérêt. De plus, des mécanismes de récompense et d'incitation, bien que jugés inappropriés par certains participants, comme la réduction des taxes municipales et la participation directe aux nouveaux programmes municipaux, peuvent créer les conditions d'un engagement accru.

Globalement, les groupes ont convenu qu'un dialogue continu est la clé de la participation citoyenne. Par ailleurs, ils ont également discuté de la responsabilité des citoyens d'être actifs. Certains participants ont mentionné que même obliger les habitants à adopter des pratiques plus écologiques devrait être mis en œuvre, faute de quoi ils ne s'y conformeront pas. Malgré leurs divergences d'opinions, les participants estiment que soutenir les groupes locaux par tous les moyens possibles pour stimuler la participation citoyenne est ce qui permettra de faire évoluer la participation citoyenne.

Reproductibilité de la politique et besoins supplémentaires

Les politiques évoquées ont été jugées potentiellement reproductibles dans d'autres régions. La plupart des participants ont convenu qu'il était possible, notamment pour les politiques axées sur la sécheresse, les inondations ou la gestion des déchets, d'être adoptées par d'autres régions. Cependant, plusieurs ont indiqué que la reproductibilité dépendait de facteurs locaux. La taille de la municipalité, les effectifs et surtout les ressources financières disponibles sont des facteurs clés de la reproductibilité d'une politique. Pour que tout responsable de la mise en œuvre d'une politique réussisse, il doit prendre très sérieusement en compte ces facteurs ainsi que la communauté locale.

Par ailleurs, les participants estiment qu'il devrait y avoir des exceptions à la mise en œuvre de certaines politiques, lorsque cela est jugé nécessaire afin de ne pas étouffer la communauté locale. Cela nécessite une coordination entre les districts voisins, impliquant éventuellement les collectivités locales. D'autre part, le chevauchement fréquent des responsabilités entre les niveaux municipal et régional peut entraver la reproductibilité. Les autorités doivent définir clairement leurs rôles afin d'éviter toute confusion au sein de la communauté.

Enfin, toutes les actions doivent s'accompagner d'un investissement correspondant dans l'éducation citoyenne, en mettant en place des plans de mise en œuvre à long terme. Les

participants ont également souligné l'importance d'une plus forte participation du public et de résultats tangibles sur le terrain pour renforcer la confiance.

Recommandations pour des initiatives politiques co-conçues

La consultation menée dans le cadre du projet GEA a révélé le potentiel des politiques environnementales, mais aussi les défis que leur mise en œuvre pose. Les informations recueillies auprès des décideurs politiques et des comités environnementaux locaux ont permis de formuler plusieurs recommandations pour la co-conception de futures initiatives environnementales. Ces recommandations visent, d'une part, à relever les défis émergents et, d'autre part, à soutenir les municipalités et les communautés locales dans l'élaboration conjointe de politiques plus inclusives et durables. Sur la base de ces cadres, les recommandations et actions suivantes peuvent être proposées :

- **Les stratégies de communication** doivent être intégrées à la mise en œuvre des politiques. Les messages adressés aux citoyens doivent être **clairs, complets et rédigés en langage clair** et clair, et diffusés aussi bien par **les médias traditionnels** tels que les journaux et les réseaux sociaux que par les organismes locaux tels que les OSC, les clubs de jeunes et culturels, etc.
- L'intégration **d'activités d'éducation** et de **sensibilisation** peut contribuer significativement à la mise en œuvre des politiques. L'intégration de programmes d'éducation environnementale dans les **écoles, les centres culturels** et les **activités de quartier** renforcera la sensibilisation des citoyens et favorisera une prise de conscience durable. Les efforts conjoints des **municipalités** et des **OSC** peuvent combler les lacunes en matière de connaissances et combattre le scepticisme qui règne, notamment en matière de recyclage.
- L'adoption de mécanismes par les municipalités, tels que des **tables rondes** ou des **réunions publiques** fréquentes, peut renforcer la participation citoyenne. La participation citoyenne à l'élaboration des politiques et à la consultation devrait intervenir **dès le début du processus**, et non pas seulement après la prise de décision.
- Concevoir des politiques à **dimension sociale**. Les politiques qui combinent des avantages sociaux tels que la **création d'emplois, le développement des quartiers** ou la **réduction des taxes municipales** avec des objectifs de durabilité et d'environnement ont tendance à être plus acceptables pour les résidents.
- Les autorités municipales ou régionales devraient tenir compte des caractéristiques de leur territoire avant toute action. La réplication des politiques devrait d'abord tenir compte de la **taille, des capacités financières et humaines** ainsi que des **défis**

environnementaux spécifiques d'une zone, toujours en collaboration avec les OSC et les citoyens.

- **La coopération** entre les différentes municipalités, les régions et le gouvernement central est recommandée afin d'éviter les **chevauchements** et les **incohérences** dans la mise en œuvre des politiques. La coopération entre les différents acteurs nationaux, ainsi qu'avec les OSC, peut apporter des résultats positifs et permettre l'accès aux **ressources de l'UE** pour le développement durable d'une région.
- Enfin, il est essentiel que les politiques mises en œuvre s'appuient sur un **plan de durabilité à long terme**. Investir dans des politiques qui auront des résultats visibles sur le terrain, mais aussi **garantiront les capacités financières** nécessaires à leur mise en œuvre au-delà des cycles électoraux, permettra d'obtenir de meilleurs résultats et d'établir une relation de confiance entre les autorités et les citoyens.



CUIABLU OÜ



THE JACITORO



Co-funded by
the European Union

Funded by the European Union. Views and opinions expressed are however those of the author(s) only and do not necessarily reflect those of the European Union or the European Education and Culture Executive Agency (EACEA). Neither the European Union nor EACEA can be held responsible for them.

2022-1-IT02-KA220-ADU-000087270